

2010250-2



**PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
SERVICE D'APPUI / PGCT / UT**

---

**ARRÊTÉ PORTANT RÉGLEMENTATION DE CIRCULATION DES TRANSPORTS  
DE BOIS ROND DANS LE DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE**

---

Le Préfet,  
de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur  
Préfet des Bouches-du-Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code la route;

VU le code de la voirie routière, et notamment les articles L 131-8 et L 141-9;

VU la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 130;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU le décret n°2009-780 du 23 juin 2009 relatif au transport de bois ronds complétant le code de la route;

VU l'arrêté du 28 mars 2006 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transports de marchandises à certaines périodes;

VU l'arrêté du 29 juin 2009 relatif au transport de bois ronds ;

VU l'avis en date du 12 juillet 2010 du Conseil Général des Bouches du Rhône ;

VU l'avis en date du 3 juin 2010 de la Société ESCOTA ;

VU l'avis par courrier électronique en date du 25 juin 2010 de la Société ASF ;

VU l'avis par courrier électronique en date du 9 juillet 2010 du Grand Port Maritime de Marseille ;

VU l'avis en date du 13 août 2010 de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée ;

Sur Proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches du Rhone;;

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1 : DÉFINITION**

Pour l'application du présent arrêté, le terme « bois ronds » désigne toutes portions de troncs d'arbres ou de branches obtenues par tronçonnage.

### **ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION**

Les transports de bois ronds, présentant un caractère exceptionnel en raison de leurs poids excédant la limite réglementaire de 40 tonnes de poids total roulant autorisé pour les ensembles de véhicules de plus de 4 essieux, sont autorisés dans les conditions prévues aux articles 433-9 à 433-16 du code de la route et précisées dans le présent arrêté.

### **ARTICLE 3: CHARGES**

Le poids total roulant d'un véhicule articulé, d'un ensemble composé d'un véhicule à moteur et d'une remorque ou d'un train double assurant le transport exclusif de bois ronds ne peut excéder :

- 48 tonnes pour les véhicules articulés ou les trains routiers à 5 essieux,
- 57 tonnes pour les véhicules articulés et les trains routiers à 6 essieux et plus,
- 57 tonnes pour les ensembles composés d'un train double à 7 essieux et plus.

Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les ensembles de véhicules mis en circulation avant le 9 juillet 2009 et disposant d'une attestation de caractéristiques techniques délivrée par le constructeur, visée et enregistrée par la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement telle que définie par l'arrêté du 25 juin 2003, peuvent poursuivre cette activité dans les limites du poids total roulant autorisé fixées ci-dessous :

- 52 tonnes si l'ensemble considéré comporte 5 essieux,
- 57 tonnes si l'ensemble considéré comporte 6 essieux et plus.

Les charges maximales à l'essieu des ensembles de véhicules doivent respecter les limites fixées par l'arrêté du 29 juin 2009.

## ARTICLE 4 : ITINERAIRES AUTORISES

Les transports de bois ronds sont autorisés sur les sections de routes du département des Bouches du Rhône décrites ci-après, dans les conditions prévues par le présent arrêté :

Voies	P.R. origine	P.R. extrémité	Observations
Rd7n	0+000	0+934	
Bretelle Rd7n- Rd 30			
Rd 30	13+562	13+800	
Rd 28	14+194	8+461	
Rd 571	4+419	5+360	
Rd 28	8+460	0+000	
Rd 570n	8+945	33+085	
Rd 17	0+000	0+212	
Rd 570n	34+000	38+963	
Rd 113	76+100	67+400	
Rn 568	0+000	28+867	Sous réserve que les véhicules atteignent la vitesse de 50 km/h en pallier
Rd 268	2+800	13+000	Accès Port de Fos sur Mer
Route portuaire 544	0+000	7+986	
Route portuaire 545	0+000	2+645	
Route portuaire 546	0+000	0+1366	
Rd 99	27+608	31+541	Accès Tarascon Cellulose du Rhône
A 7	Limite de Vaucluse	Bifurcation A7/A51	Sous réserve que les véhicules atteignent la vitesse de 50 km/h en pallier
A 8	A 7	Limite du Var	
A 50	A 52	Limite du Var	
A 51	A 7	Limite de Vaucluse	
A 517	A 7	A 51	
A 52	A 8	A 50	
A 55	A 7	Rn 568	
A 551	A 7	A 55	
A 552	A 7	A 55	
Rn 296	A51 (Aix en Provence)	A 51 (Echangeur des Platanes)	
Rn 568	A 55	Carrefour de Saint Gervais	

## **ARTICLE 5 : RESTRICTIONS DE CIRCULATION**

La circulation des véhicules transportant des bois ronds est interdite :

- Sur autoroutes et voies de liaison pour les ensembles de véhicules qui ne pourraient pas atteindre une vitesse en palier de 50km/h;
- Sur l'ensemble du réseau routier et autoroutier du samedi ou veille de fête à 12h00 au lundi et lendemain de fête à 6 heures, sauf dérogation préfectorale en cas de nécessité absolue et tenant compte des circonstances locales;
- Par temps de neige ou de verglas ou lorsque la visibilité est insuffisante;

## **ARTICLE 6 : VITESSE**

Sous réserve de sa compatibilité avec les véhicules utilisés, et sans préjudice de l'application de prescriptions plus restrictives imposées par arrêtés préfectoraux, départementaux ou municipaux sur certaines routes ou sections de route, la vitesse maximale des convois doit toujours être adaptée aux conditions de circulation imposées par le trafic ou par les caractéristiques de la route.

## **ARTICLE 7 : ÉCLAIRAGE ET SIGNALISATION**

L'éclairage et la signalisation des ensembles de véhicules doivent être complétés par deux feux tournants ou à tube à décharge à l'avant et deux à l'arrière, disposés symétriquement le plus près possible des extrémités hors tout avant et arrière du convoi. Ces feux doivent fonctionner de jour et de nuit, sauf lorsque le convoi, à l'arrêt, dégage entièrement la chaussée et ses abords immédiats.

## **ARTICLE 8 : RESPONSABILITES**

Les bénéficiaires du présent arrêté et leurs ayant droit seront responsables vis-à-vis de l'État, des départements et des communes traversés, des opérateurs de télécommunications, d'Electricité de France, de la SNCF et de RFF, des accidents de toute nature, des dégradations ou des avaries qui pourraient éventuellement être occasionnées aux routes, à leurs dépendances, aux ouvrages d'art, aux lignes des opérateurs de télécommunications et électriques ainsi qu'aux ouvrages de RFF, à l'occasion des transports.

En cas de dommages occasionnés à un ouvrage public et dûment constatés comme étant le fait d'un transport accompli en vertu du présent arrêté, le propriétaire des véhicules sera tenu d'en rembourser le montant à la première réquisition du service compétent et sur les bases d'une estimation qui sera faite par les agents de l'administration intéressée.

## **ARTICLE 9 : RECOURS**

Aucun recours contre l'État, les départements ou les communes ne pourra être exercé en raison des accidents qui pourraient être causés aux propriétaires des véhicules ou à ses préposés et des avaries qui pourraient être occasionnées aux véhicules ou à leurs chargements

par suite de l'inadaptation des routes ou de leurs dépendances à la circulation, ou au stationnement des convois, ou des dommages qui pourraient résulter du fait de perte de temps, de retards de livraisons. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés à l'occasion de ces transports.

#### **ARTICLE 10 :**

L'arrêté préfectoral D.D.E/N° 2004-01 du 07 octobre 2004 est abrogé.

#### **ARTICLE 11 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département des Bouches du Rhône, et ampliation sera adressée à :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône;
- M. le Président du Conseil Général des Bouches du Rhône;
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer Bouches du Rhône;
- M. Le Colonel Commandant du Groupement de Gendarmerie des Bouches du Rhône;
- M. Le Commandant Zonal des CRS Sud;
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique des Bouches du Rhône;
- M. le Directeur de l'exploitation de la société des autoroutes Estérel Côte d'Azur;
- M. le Directeur de l'exploitation de la société des autoroutes ASF;
- M. Le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée;
- M. Le Directeur du Grand Port Maritime de Marseille ;
- M. le Directeur de la division transport du CRICR Méditerranée;

Chacun chargé en ce qui les concerne, d'en assurer l'exécution.

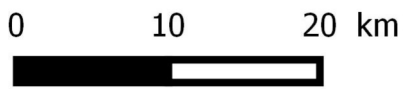
Fait à Marseille, 07 SEP. 2010  
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Jean-Paul CELET

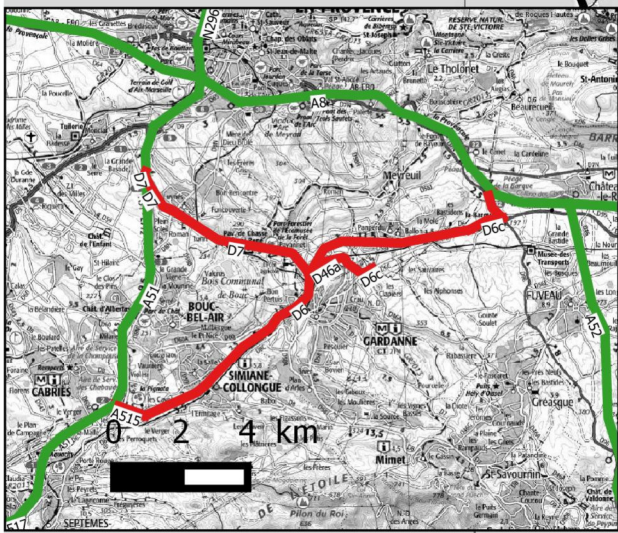
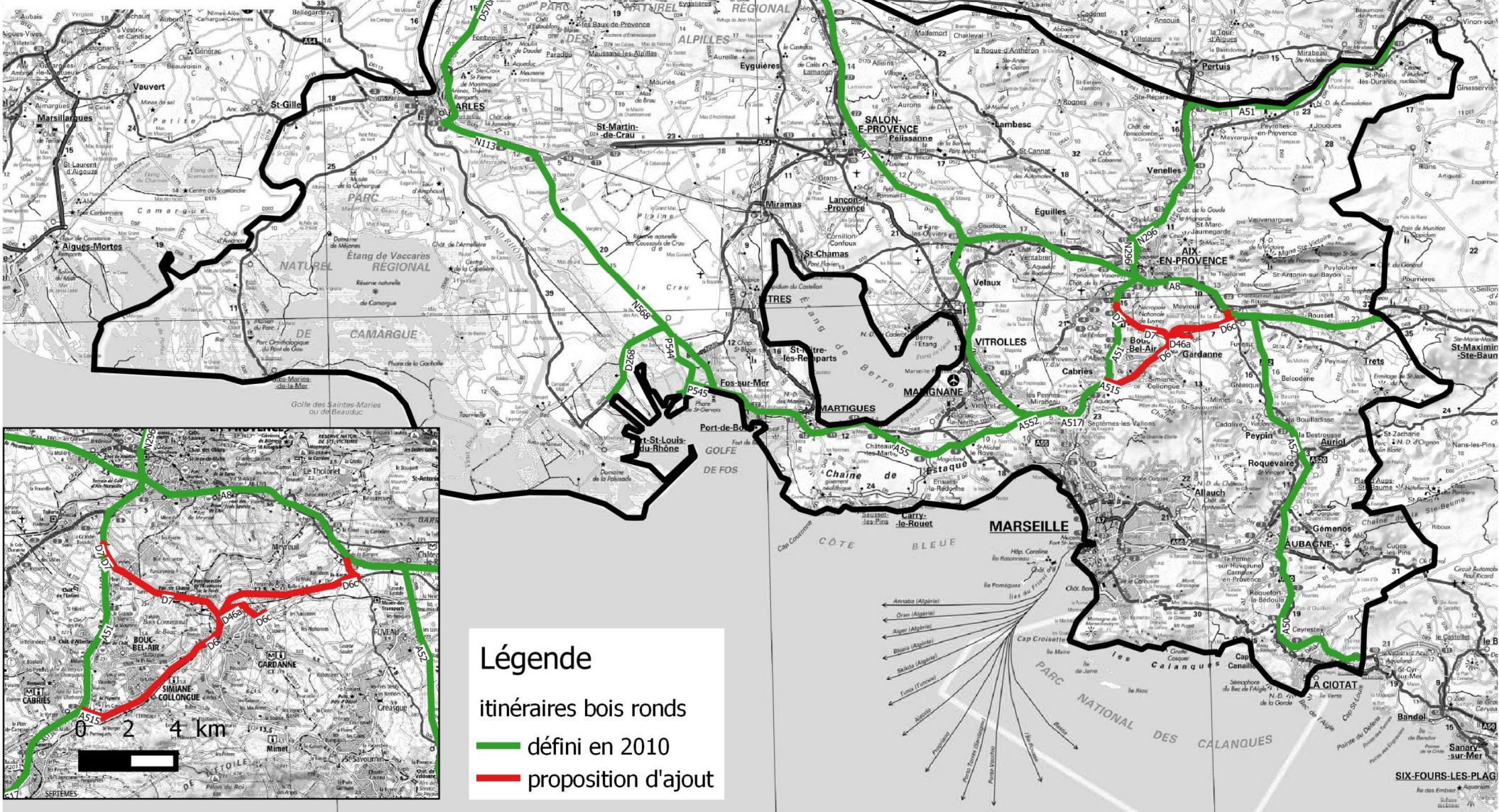
# Itinéraires "bois ronds" arrêté du 07/09/2010



Source : Géofla®-IGN  
DDTM 13, octobre 2016



PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
Direction départementale des Territoires et de la Mer



**Légende**

- itinéraires bois ronds
- défini en 2010
- proposition d'ajout

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction départementale  
des Territoires et de la Mer  
Service Construction  
Transports Crise

---

**Arrêté préfectoral modificatif à l'arrêté du 7 septembre 2010  
Portant réglementation de la circulation des transports de bois ronds  
dans le département des Bouches-du-Rhône**

---

Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

**Vu** le code de la route;

**Vu** le code de la voirie routière, et notamment les articles L131-8 et L141-9 ;

**Vu** la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 130 ;

**Vu** le décret 2004-374 en date du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transports de marchandises à certaines périodes ;

**Vu** l'arrêté du 29 juin 2009 relatif au transport de bois ronds ;

**Vu** l'arrêté Préfectoral n°2010250-2 du 7 septembre 2010 relatif au transport de bois ronds dans le département des Bouches-du-Rhône;

**Vu** les avis en date du 16 janvier 2017 et du 28 mars 2017 du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** les avis en date du 12 janvier 2017 et du 10 mars 2017 de la société ESCOTA ;

**Vu** l'avis en date du 16 décembre 2016 de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranéenne ;

**Sur** proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

## A R R E T E

### ARTICLE 1 :

À l'article 4 « **Itinéraires autorisés** » de l'arrêté préfectoral 2010250-2 du 7 septembre 2010 sont ajoutées les sections de routes du département des Bouches-du-Rhône suivantes :

Voies	Origine	Extrémité	Observations
Échangeur n°32 de l'autoroute A8 dans les deux sens de circulation			La totalité de cet échangeur est concernée par cette mesure
RD96	Échangeur n°32 de l'autoroute A8	Intersection RD96/RD6c	
RD6c	Intersection RD96/RD6c	Intersection RD6c/RD6	
RD6c	Intersection RD46a/RD6c	Accès centrale de Meyreuil	
RD6	Intersection RD6c/RD6	A515	
RD46a	Intersection RD6/RD46a	Intersection RD46a/RD6c	
A515			La totalité de cette autoroute est concernée par cette mesure

### ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral 2010250-2 du 7 septembre 2010 restent inchangées.

### ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône, et ampliation sera adressée à :

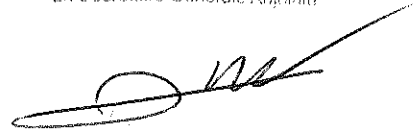
M. le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches du Rhône,  
M. le Président du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône,  
M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Bouches-du-Rhône,  
M. le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence,  
M. le Commandant de la CRS Autoroutière,  
M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publiques des Bouches-du-Rhône,  
M. le Directeur de l'exploitation des autoroutes ESCOTA,  
M. le Directeur de l'exploitation des autoroutes ASF,  
M. le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée ;  
M. le Directeur du Grand Port Maritime de Marseille,  
M. le Directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône (DDTM 13),

sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

A Marseille, le

21 MAR. 2017

Pour le Préfet  
La Secrétaire Générale Adjointe



Maxime AHRWEILLER